

UNE INDUSTRIE DU CYCLE
**UN AVENIR
MACHECOUL⁴⁴**

la
cgt

MICMO

*Une industrie du cycle.
Un avenir à Machecoul.*

*Nous ne lâchons rien
et ne lâcherons rien*

Une ambition : vivre et travailler à Machecoul

L'annonce du redressement judiciaire de notre site « MICMO MACHECOUL » a convaincu la grande majorité des salarié-e-s du site, toutes catégories professionnelles confondues, de la nécessité d'engager une lutte déterminante pour l'avenir.

Des ouvrier-e-s de production aux cadres, en passant par les services commercial, recherche et développement, une même certitude s'est imposée : nous, salarié-e-s machecoulais(es), vivons une période décisive pour l'avenir de l'industrie du cycle à Machecoul et de nos emplois.

C'est pourquoi les salarié-e-s se sont mobilisés et se mobilisent : pour la défense des emplois et d'une industrie dynamique, essentielle pour l'économie territoriale du sud de la Loire Atlantique ; une industrie qui génère des emplois et une masse salariale conditionnant pour partie l'attractivité économique sociale et culturelle du Pays de Retz ; une industrie qui offre des perspectives à une jeunesse qui cherche les voies de la construction d'une vie sécurisée.

Nous sommes attaché-e-s à notre entreprise, à nos emplois, aux liens de sociabilité qu'ils tissent, à l'émergence d'intérêts qu'ils génèrent dans la vie au quotidien !

Oui, nous voulons vivre et travailler chez Micmo à Machecoul !

Un 1^{er} décembre qui fait date

Notre ambition se trouve confortée par l'incontestable succès

rencontré le samedi 1er décembre lors de l'opération déstockage.

Tout au long de cette journée, malgré l'affluence et les files d'attente, des hommes et des femmes ont patienté avant d'entrer dans le hall de stockage de cycles, d'effectuer leur choix et d'acquiescer un vélo made in France Micmo.

474 vélos, de la gamme grand public à celle du cycle de compétition de haute technologie, ont été vendus !

Durant cette journée, les salariés ont pu discuter avec le public et nombreux ont été celles et ceux qui ont apposé leur signature en bas de la pétition soutenant la lutte des Micmo, car tous ont été convaincus de l'intérêt de défendre l'industrie du cycle à Machecoul.

Oui, le dossier Micmo est populaire !

Oui, les salarié-e-s sont massivement soutenus !

C'est incontestablement un point d'appui et un encouragement pour aborder la prochaine période avec plus de mordant encore.



Le 4 décembre : rencontre au Conseil régional.

Ce jour, lors de l'entretien obtenu à notre demande avec des représentants du Conseil régional, nous avons malheureusement constaté que les élus régionaux chargés des questions de l'emploi et de l'industrie ne semblaient guère trouver notre dossier suffisamment passionnant pour qu'ils s'en emparent directement.

En effet, nous pensions rencontrer des élus et non leurs attachés, au demeurant respectables. On les a connus très en verve en période électorale, et nous les retrouvons très discret une fois en poste !



Non, nous ne lâcherons rien, convaincus que notre combat pour l'emploi et le devenir de l'industrie du cycle à Machecoul est juste et vital pour 320 salarié-e-s !

Exigeons le maintien en activité du site et la sauvegarde de tous les emplois !

Nous émettons l'espoir en nous dirigeant de Machecoul à Nantes, que les élus régionaux en responsabilités sur ces questions, fassent preuve d'attention ou même de simple respect à l'égard des salarié-e-s de MICMO. Il n'en a rien été.

Que font les politiques ? A nos yeux, cette question est pleinement légitime ! D'autant plus que nos interlocuteurs se sont bornés à prendre des notes, sans nous faire part d'une seule piste de réflexion !

Soyons réalistes, demandons l'impossible !

Actions, mobilisations, rencontres avec les acteurs socio économiques... Ces rendez vous sont autant d'étapes dans notre marche pour la défense de nos emplois et du site ; une marche qui se conjugue au présent et au futur avec l'intérêt général et l'avenir de la population du Pays de Retz.

Le site de Micmo Machecoul est rentable ! Au premier semestre 2012, il a même dégagé un excédent financier de 800 000 £ ! Alors, pourquoi vouloir le fermer ?

Ce constat, partagé par tous les salariés, ne peut que renforcer notre détermination